

Chapitre 1

## L'homme démocratique : un « guerrier pacifiste » ?

---

Par définition, et Tocqueville nous rappelle souvent ce point, l'homme démocratique est un individualiste, peu soucieux de la politique par elle-même. En ce sens, la démocratie tisse un ensemble de rapports sociaux, des attitudes plus qu'elle ne définit une ligne politique ou une constitution, même si la constitution permet l'installation de rapports démocratiques.

*« Ainsi le pays le plus démocratique de la terre est celui de tous où les hommes ont le plus perfectionné de nos jours l'art de poursuivre en commun l'objet de leurs communs désirs et ont appliqué au plus grand nombre d'objets cette science nouvelle<sup>1</sup>. »*

La démocratie est individualiste et parcourue par les désirs individuels. Il y a dans cette dimension inévitable à la fois un intérêt — l'homme démocratique ne se laisse pas prendre au piège des discours populistes car il regarde ce qui le sert véritablement<sup>2</sup> — et un danger car il peut se replier sur lui-même jusqu'à ignorer la dimension nécessairement politique et structurée de tout État moderne. Lorsqu'il parle de démocratie, Tocqueville ne parle pas d'une idée ou d'un modèle mais d'une réalité<sup>3</sup>, celle des États-Unis car la France est loin de fonctionner démocratiquement. Tocqueville ne cherche pas, aux États-Unis, la

---

1. Tocqueville, *Démocratie II*, II-5, in *op. cit.*, p. 621-622. Il s'agit bien entendu ici de la démocratie américaine.

2. Sur le rapport entre démocratie et populisme, voir annexe 1.

3. En ce sens, et contrairement à ce que dit Rousseau, la démocratie n'est pas le régime de la vertu et n'est pas destinée à un peuple de dieux. Voir *Contrat social*, III-4, in *Œuvres III*, Paris, NRF, 1964, p. 406.

réalisation « parfaite » de l'idée de démocratie. Rien n'est plus étranger à sa méthode. En revanche, il voit dans ce pays des indices et des tendances qui doivent attirer notre attention.

Une démocratie n'est ni une unanimité générale ni une « fusion » de tous ; elle affirme et gère un régime de différences individuelles. Nous poursuivons en commun des buts qui sont propres à chacun de nous. Pour cette raison, l'idée d'intérêt général ou les modèles de la vertu antique n'ont pas grand sens et, pour le moins, ne sont pas explicatifs des démocraties modernes. Il s'agit d'un nouveau type de rapports et d'une science nouvelle, comme le dit notre auteur. En effet, le comportement de l'homme démocratique est ramené, en partie, à des principes qui se résument à son bien-être et, éventuellement, à son profit. Pour cette raison, et autant que les rapports sociaux se construisent et le satisfassent, ce n'est pas un homme belliqueux. De plus, en fonction de l'idée dominante d'égalité, plus que de liberté, et de la force admise de la majorité, cette société n'est clairement pas une société des ordres sur le modèle de l'Ancien Régime en France. *A priori*, aucun individu ne dédie sa vie à la carrière des armes ou à la nation. Pour cette raison, la démocratie n'est pas un nationalisme. De ce point de vue, tout éveil nationaliste, et il semble que cette idée doive particulièrement retenir notre attention aujourd'hui, est antidémocratique. Chez l'homme démocratique, considéré comme individu, rien n'est écrit d'avance, rien n'est dû par la naissance. Cependant, le retour à l'histoire nous met en présence, apparemment, d'un double paradoxe.

On ne peut nier que la démocratie américaine s'institue par une rupture avec l'Angleterre, en partie pour des raisons commerciales, et que cette rupture prend la forme d'une révolution. En ce sens, les États-Unis se construisent dans une émancipation qui passe par les armes, comme le feront plus tard d'autres colonies.

Les peuples démocratiques, lorsqu'ils sont voisins d'autres États<sup>1</sup>, sont amenés à faire la guerre, quelle que soit leur volonté pacifiste, alors

---

1. La situation est très particulière aux États-Unis puisque le voisinage n'est pas comparable à ce qui existe en Europe.

que rien dans leurs mœurs ne semble les préparer à cette dimension permanente de la vie des États. Dans ces affrontements, ils ne sont pourtant ni défaits ni ridicules.

## Démocratie et révolution

---

Tocqueville prévoit que les grandes révolutions deviendront rares. En ce sens, elles appartiennent au passé. Ce dernier, marqué par les violences, installe une démocratie pacifique en raison même des intérêts des individus et du souvenir de la violence. On doit cependant remarquer que ce dernier ne suffit pas car il peut tout également conduire, comme c'est en partie le cas en France, à un régime d'ordre, une forte centralisation. La démocratie ne naît que par ces événements pénibles, ce qui ne signifie pas que toute révolution mène à ce type de rapports sociaux. Les étapes sont clairement identifiées par l'auteur.

*« ... une longue suite de transformations plus ou moins pénibles, à l'aide de violents efforts, et après de nombreuses vicissitudes durant lesquelles les biens, les opinions et le pouvoir changent rapidement de place<sup>1</sup>. »*

Dans cette perspective, la démocratie n'est évidemment pas née d'un contrat ou d'un accord immédiat mais de conflits et d'affrontements. Elle n'est d'ailleurs jamais le régime de l'unanimité. Rien n'est fixe dans l'émergence de la démocratie qui naît, et demeure en partie, une société de l'incertitude. Tocqueville ne pense pas la révolution comme un coup d'éclat ponctuel mais comme un événement qui se répercute longtemps, du point de vue des habitudes sociales, et qui est donc comme une sorte de vague ou de remous dont les effets persistent dans une durée. La démocratie est une société des désirs et de l'inquiétude donc sa stabilité peut se définir comme l'équilibre entre les différentes tendances et passions qui la parcourent et non pas comme l'institution d'un ordre intouchable ou sacré. En un sens tout peut se discuter et tout se discute, ce qui n'est pas sans risques. Pour comprendre la démocratie, il faut

---

1. *Démocratie II*, III-XXI, in *op. cit.*, p. 768.

saisir ce que sont les révolutions en général, indépendamment de leurs résultats. Sur ce point Tocqueville propose une lecture générale.

« *Presque toutes les révolutions qui ont changé la face des peuples ont été faites pour consacrer ou pour détruire l'égalité*<sup>1</sup>. »

Cette dernière idée est donc le pivot de l'analyse et suppose, de notre part, deux remarques.

Premièrement, Tocqueville n'affirme pas une loi universelle mais un principe général. L'idée même de loi universelle est, pour lui, en totale contradiction avec l'homme et sa liberté. Les révolutions, que nous pouvons distinguer des révoltes, changent la face des peuples et constituent donc un drame et un événement historique sur lesquels il n'est pas possible de revenir. De ce point de vue, les États-Unis ne redeviendront pas une colonie anglaise. Pas plus l'Ancien Régime tel qu'il a existé ne réapparaîtra en France. Il faut prendre conscience de cet irrémédiable.

Une révolution n'est pas nécessairement démocratique. Elle peut servir, comme on a pu le voir en France, la réaction, les tentatives pour abolir ce qui a été posé par une révolution antérieure. Cela étant, l'acte révolutionnaire se situe systématiquement par rapport à l'égalité et se prononce sur elle. Cette dernière est-elle juste ? Doit-on soutenir l'égalité des droits ? On voit que le questionnement dépasse largement le cadre américain et concerne tout autant, en filigrane, la France.

Pour comprendre ce qui se joue, il convient de mettre en évidence un clivage essentiel pour Tocqueville : celui entre les riches et les pauvres<sup>2</sup>. Plus précisément, il existe des riches et des pauvres, y compris dans la société américaine. Là n'est pas la question précise, question en situation. Il faut en revanche se demander comment joue ce clivage non dans la société installée mais dans l'acte révolutionnaire, afin de comprendre que la paix possède des conditions bien précises.

---

1. *Démocratie II*, III-XXI, in *op. cit.*, p. 769.

2. Tocqueville, *Mémoire sur le paupérisme*, in *Œuvres I*, Paris, NRF, 1991. La tonalité rousseauiste du passage est manifeste.

« *Si donc vous pouvez fonder un état de société où chacun ait quelque chose à gagner et peu à prendre, vous aurez beaucoup fait pour la paix du monde*<sup>1</sup>. »

Cette proposition est particulièrement importante et originale. En effet, la paix n'est pas, ou n'est plus, un concept juridique. Les nations et les individus ne sont pas en paix parce qu'il existe un droit ou un pouvoir, et ce même si ces derniers ont un rôle à jouer. La paix est la résultante d'un certain dispositif qui concerne le désir des hommes et des nations. L'illustration de cette thèse relève d'une sorte d'évidence : celui qui n'a rien à perdre, et qui en prend conscience, peut tout oser, même les plus insensés des actes. Il faut donc tenir les hommes par les biens et les désirs, ce qui signifie — thèse capitale — que la paix n'est pas le produit de la raison. Nous sommes cependant, si nous suivons la littéralité du texte toquevillien, dans une perspective défensive, du moins en partie. Il faut qu'il y ait de la propriété, si peu importante soit-elle, pour que la paix puisse être garantie. La question de l'origine ou du fondement de cette propriété n'a guère d'importance ici. Son existence est requise non pas comme un moyen de chantage sur les individus mais comme ce qui donne sens à la société et fixe des limites aux désirs individuels. D'un point de vue positif cette fois, il convient de créer une situation où nous avons peu à prendre et donc, par voie de conséquence, dans laquelle nos désirs ne se portent pas incessamment sur des objets que nous ne possédons pas. En effet, le sentiment du manque, forme du sentiment d'inégalité, peut être le ferment de la révolution, comme le montre également le cas de la France. Si ces conditions sont réunies, nous trouvons peu de raisons aux bouleversements, ce qui n'exclut pas que la société puisse évoluer. Tocqueville dit encore plus clairement que la pauvreté existe chez tous les peuples mais qu'elle est rare chez les peuples démocratiques. Dans cette rareté nous rencontrons une réalisation réaliste de l'égalité qui ne saurait être totale ou conforme à son concept. Il y a là une idée aujourd'hui parfaitement admise : la démocratie suppose la présence majoritaire d'une classe moyenne, qui

---

1. *Démocratie II*, III-XXI, in *op. cit.*, p. 769.

constitue le meilleur garant contre les conflits. Il faut peu de pauvres en réalité, quelques riches et un ensemble d'individus qui possèdent suffisamment pour ne pas sans cesse désirer et pour avoir à perdre dans des bouleversements radicaux. Plus encore, et sur ce point Tocqueville va à l'encontre d'un discours tenu à son époque, la fin des privilèges, qui ne signifie pas la fin des différences ou l'égalitarisme. Elle implique, plus fondamentalement, qu'il n'y ait plus de « race » de pauvres et de « race » de riches. Le terme de race désigne une hérédité et une fixité. Il y aurait des hommes nés pour être pauvres et d'autres nés pour être riches. On rencontre, au siècle de Tocqueville, un discours de ce type sur le prolétaire<sup>1</sup>, doublé d'observations « scientifiques » sur les caractéristiques physiques attachées aux classes sociales. Or, la démocratie est un mode de rapport qui permet, du moins en théorie, l'accès à la richesse et qui n'exclut pas le risque de devenir pauvre. On sait d'ailleurs que la démocratie américaine, parfois avec quelques abus, ne cesse de cultiver cette image de l'individu qui accède à la richesse par ses efforts et son mérite<sup>2</sup>. Cela étant, il est indispensable que la richesse, entendue comme enrichissement, demeure possible car cette perspective est porteuse de paix. Le changement radical ne se situe donc pas au niveau d'une abolition de la pauvreté mais dans le fait qu'il ne s'agit plus d'une « race » de pauvres et d'une « race » de riches. La démocratie n'est pas égalitariste mais elle garantit par principe la circulation des biens, un avenir théoriquement ouvert pour chacun et donc un ensemble d'espoirs qui sont porteurs d'action et condition du bien-être. L'opposition est flagrante avec la structure de l'Ancien Régime, ressentie comme injuste parce que vécue comme une fatalité bien réelle, en contradiction avec « l'instinct<sup>3</sup> » du peuple qui perçoit obscurément que chaque individu a le droit de diriger ses propres actes.

---

1. En particulier, Léonard, *La médecine entre les savoirs et les pouvoirs*, Paris, Aubier Histoire 2001.

2. Le cas le plus souvent évoqué, évidemment postérieur à Tocqueville mais très révélateur, est celui d'Henri Ford.

3. Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution, État social et politique de la France*, Paris, Robert Laffont, Bouquins, 1986, p.944. Le terme d'instinct est celui employé par Tocqueville.

« *La plupart des aristocraties sont mortes, non point parce qu'elles fondaient l'inégalité sur la terre, mais parce qu'elles prétendaient la maintenir éternellement en faveur de certains individus et au détriment de certains autres. C'est une espèce d'inégalité plutôt que l'inégalité en général que haïssent les hommes*<sup>1</sup>. »

De ce point de vue, les révolutions françaises et anglaises ne sont certes pas identiques et ne produisent pas les mêmes résultats. Cependant, il est possible de mettre en évidence un moteur commun qui n'est pas la lutte contre l'inégalité en général mais, pourrait-on dire, le « droit à l'inégalité », en proportion de nos mérites, efforts et vertus. L'individu, et en particulier l'individu démocratique, n'est pas égalitariste ou s'il l'est c'est seulement dans la mesure où il ne veut pas que son prochain le dépasse. C'est pourquoi les grands mouvements, politiques ou religieux, d'égalisation des conditions lui font peur<sup>2</sup>. En revanche, et c'est là un point commun structurel entre la France et l'Amérique, nous portons par instinct de la haine envers les privilèges de naissance. Il existe un clivage entre les riches et les pauvres mais nous refusons qu'il soit naturel ; il se doit d'être social. En ce sens, l'inégalité est fondamentalement sociale. Tocqueville rejoint absolument Rousseau<sup>3</sup> sur cette énonciation générale et s'écarte de lui dans la mesure où il pense les conditions du fonctionnement des inégalités dans la société. On voit donc que l'inégalité n'est révolutionnaire qu'à certaines conditions.

En effet, cette idée de l'inégalité ne conduit pas l'homme démocratique à être révolutionnaire. Il peut se montrer un homme de réforme et d'amendement mais ne souhaite pas l'abolition violente de l'ordre social existant. La démocratie présente donc deux aspects, étroitement coordonnés. Premièrement, elle naît d'une rupture, d'une guerre ou d'une révolution comme en Amérique. En ce sens, son acte de naissance est un conflit, qui est d'abord une divergence d'opinions sur les rapports qu'il faut entretenir avec la métropole, puis un acte de violence. Cette der-

---

1. Tocqueville, *op. cit.*, p. 931.

2. On peut penser, dans l'univers anglo-saxon, aux Levellers.

3. Il s'agit de la thèse du *Discours sur l'origine de l'inégalité...* telle qu'elle est développée dans la seconde partie du texte, initiée par la clôture symbolique du terrain.

nière se déroule parce qu'elle est le seul moyen possible, parce que plus aucune négociation n'est possible. Les Américains subissent le colonialisme Anglais et le mode de raisonnement qui l'accompagne. Dès lors, parce que la métropole ne veut rien céder, parce qu'elle estime être maîtresse du destin des Américains, la révolution se produit. Cependant, c'est comme à regret que les individus s'y résignent. Par conséquent, cette révolution ne relève d'aucun fanatisme ; elle est très peu idéologique, si on entend par ce dernier terme un ensemble de représentations construites, un point de vue premièrement « intellectuel ».

La révolution et le conflit vont à l'encontre de ce qui est au cœur des démocraties : l'industrie et le commerce.

*« Il peut se faire que par son résultat final une révolution serve l'industrie et le commerce ; mais son premier effet sera presque toujours de ruiner les industriels et les commerçants<sup>1</sup>. »*

Il nous faut donc distinguer deux aspects, dans les situations de conflits et les révolutions. Ces deux aspects sont tout aussi bien deux rapports au temps. Premièrement la révolution va contre le commerce car ce dernier exige la stabilité, l'ordre et une prévisibilité minimale. Quel intérêt au commerce si demain on peut tout me prendre ? Pour cette raison, la révolution conduit à la ruine. Cette proposition, évidente pour la France, vaut aussi pour les États-Unis. Le commerce est, pendant un temps, déstabilisé ; ceux qui ont manifesté leur alliance avec les Anglais sont ruinés et spoliés. Il y a donc une reconstruction nécessaire, un retour à l'ordre indispensable. On peut donc comprendre que la démocratie réelle, effective, doit se déployer dans la paix et une relative certitude de l'avenir. Il est possible ensuite qu'il y ait, pour un temps, des profiteurs, des fortunes issues de la guerre. Enfin, et c'est là le plus important, le résultat final de la révolution doit contribuer à installer un système conforme aux intérêts du commerce et donc d'un certain libéralisme. Tocqueville ne dit pas qu'il y a là une nécessité : la France est bien là pour prouver le contraire. Il se contente de désigner

---

1. Tocqueville, *Démocratie II*, III-XXI, in *op. cit.*, p. 771.